

	INSTRUCTION	I24	B
	Aide à la prise de médicaments	Date d'application: 22/11/2019	

1. OBJET

La présente instruction a pour objet de définir comment les aides à domicile doivent aider à la prise de médicaments dûment prescrits à des usagers empêchés, temporairement ou durablement, d'accomplir ce geste en toute sécurité et dans la limite de leur compétence.

2. DOMAINE D'APPLICATION

Cette instruction s'applique aux responsables de secteur et aux aides à domicile.

3. RESPONSABILITES

Les responsables de secteur veillent au respect de l'application de cette instruction par les aides à domicile.

4. DESTINATAIRES

Est destinataire de la présente instruction : Tout le personnel (responsables de secteur, administratifs et les aides à domicile).

5. DOCUMENTS DE REFERENCE

5.1. Textes réglementaires applicables

- La circulaire DGS/PS3/DAS n°99-320 du 4 juin 1999 dite circulaire « Kouchner » encadrant la distribution de médicaments par un travailleur social.
- L'article L313-26 et l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles
- La Loi réformant l'hôpital relative aux patients, à la santé et aux territoires (loi HPST) N°2009-879 du 21 juillet 2009 transposant le principe de la circulaire Kouchner aux services médico-sociaux.
- L'Article R.4311-4 du code de la santé publique.
- L'Arrêt de la Cour de Cassation du 3 décembre 2014 traitant de la distinction entre l'aide et le soin concernant la distribution de médicaments.

6. CONDITIONS D'INTERVENTION

En application des textes de référence,

- Lorsque les personnes ne disposent pas d'une autonomie suffisante pour prendre seules le **traitement prescrit par un médecin** à l'exclusion de tout autre, l'aide à la prise de ce traitement constitue une modalité d'accompagnement de la personne dans les actes de sa vie courante.
- Cette aide peut être assurée par toute personne chargée de l'aide aux actes de la vie courante dès lors que **le mode de prise ne présente aucune difficulté d'administration ni d'apprentissage particulier**. Le libellé de la prescription doit permettre, selon qu'il est fait ou non référence à la nécessité de l'intervention d'auxiliaires médicaux, de distinguer s'il s'agit ou non d'un acte de la vie courante.

- **Trois conditions cumulatives doivent être réunies pour permettre la distribution de médicaments (article L 313-26 du code de l'action sociale et des familles)**

- L'intervention doit être effectuée au sein d'un établissement ou service social ou médico-social ;
- La personne aidée est dans l'incapacité de prendre elle-même le médicament du fait de sa perte d'autonomie
- Le mode de prise du médicament ne présente aucune difficulté d'administration et ne nécessite aucun apprentissage particulier, les injections sont donc exclues de la compétence des aides à domicile.

7. MODALITES DE REALISATION

- **La situation concrète de chaque bénéficiaire doit être prise en compte et la rédaction de la prescription médicale doit permettre la distinction entre aide et soin.**

- C'est la prescription médicale qui doit déterminer si l'acte est de la seule compétence d'un personnel soignant. A défaut d'indication expresse du recours à un auxiliaire médical dans la prescription, la distribution du médicament peut être réalisée par un personnel aidant.
- D'après la loi HPST, ce n'est donc plus au responsable d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile de s'interroger sur le champ d'intervention de son service, il incombe au prescripteur médical de spécifier clairement le recours à un auxiliaire médical.
- **En cas d'absence de prescription médicale ou si celle-ci ne permet pas cette distinction, il convient de s'adresser au médecin traitant afin que celui-ci se prononce par écrit sur la qualification d'aide ou de soin à donner à l'acte.**

- **Les ordonnances doivent être à disposition dans le cahier de liaison.** L'aide à domicile doit consulter l'ordonnance pour vérifier que le médecin a notifié que l'aide à la prise des médicaments relève bien d'un acte de la vie courante.

- La prise de médicaments doit être notée sur le cahier de liaison.

- Les éventuels problèmes doivent être signalés au responsable de secteur.

- **Les médicaments sont préparés par l'infirmier(ère) libéral(e), la famille ou éventuellement le pharmacien dans un pilulier** (en cas d'ampoules, de sachets..., l'infirmier(ère) libéral(e), la famille ou le pharmacien le notifiera par écrit sur le pilulier en précisant la dose).

- L'aide à domicile accompagne la prise des médicaments mais ne doit pas les mettre dans la bouche du bénéficiaire.

- **L'aide à la prise de médicaments, même quand elle relève du champ de l'aide à domicile, doit être réservée à un personnel formé.**

8. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

- Les aides à domicile doivent se limiter strictement à des actes essentiels ne requérant pas une compétence soignante.
- Bien que l'aide à la prise d'un médicament relève de la compétence d'un personnel aidant, ce dernier devra clairement être informé de la posologie et du moment de la prise du médicament.
- En cas de refus du bénéficiaire de prendre ses médicaments, l'aide à domicile doit avertir la famille et/ou l'infirmier(ère) et/ou le médecin traitant et/ou le responsable de secteur. Cette information sera consignée dans le cahier de liaison.
- En cas de rougeurs, d'éruptions cutanées et de démangeaisons, l'aide à domicile préviendra la famille et/ou l'infirmier(ère) et/ou le médecin traitant et/ou le responsable de secteur. Cette information sera consignée dans le cahier de liaison.

• Il est interdit à une aide à domicile d'effectuer un acte relevant de la compétence d'un personnel soignant.

- **En aucun cas l'aide à domicile :**
 - **n'administrera de collyre**
 - **ne pratiquera d'injection**
 - **n'appliquera et ne retirera un patch**
 - **ne pratiquera un dextro**
 - **ne devra mettre un médicament dans la bouche du bénéficiaire.**